

MIXITÉ SOCIALE ET DÉMOCRATISATION SCOLAIRE

La mixité sociale est-elle un levier ou un frein pour les élèves issus des classes populaires ? **Tristan Poullaouec**, sociologue de l'école et spécialisé dans la scolarité des élèves issus des milieux populaires, ouvre des pistes de compréhension.

Partant du projet d'école du SNEP, T. Poullaouec propose quatre pistes de réflexion.

1 Les ségrégations entre les élèves. Le CNESCO insiste sur l'origine résidentielle des élèves comme facteur le plus évident de la non mixité. Des géographes (Caen) ont montré l'existence d'une école à plusieurs vitesses : il y a, par exemple, autant de lycées dans le Haut Rhin que dans l'académie de Limoges ! Cela rend inégales les possibilités d'accès au lycée et donc illusoire toutes les propositions de lycée modulaire ou à la carte. Ce constat est plus vrai pour le supérieur et à peine moins vrai pour les collèges et le primaire. Il faut comprendre la dynamique des classes sociales à l'œuvre : Il y a une autoségrégation des catégories supérieures qui s'organisent pour vivre entre soi, un étirement des écarts avec les quartiers populaires dont une fraction est de plus en plus appauvrie. Mais il y a aussi un rapprochement spatial des classes moyennes et des classes populaires, qui pourrait être un levier pour une école plus mixte. Cependant, une minorité croissante des familles ne scolarise plus ses enfants dans leur secteur ; les pouvoirs publics légitiment ces choix voire encouragent ces contournements de la carte scolaire. Les ségrégations spatiales sont donc accentuées par les stratégies des parents des couches moyennes : souvent informés ils pratiquent l'évitement des collèges mal renommés (violence, cas sociaux, questions d'autorité...) en même temps qu'un évitement des classes populaires. Ces stratégies peuvent se poursuivre par la fuite vers le privé. D'autres, pour diverses raisons, classes moyennes de gauche qui ne peuvent ou veulent pas partir du secteur scolaire, sont conduites à mener des luttes pour améliorer la situation ; il y a aussi une fraction des classes populaires qui essaient d'éviter ceux qui sont plus bas qu'eux. Au sein des établissements il y a des stratégies pour placer les meilleurs élèves dans des classes plus homogènes ; ils participent de ce contournement de la mixité.

2 Le rôle de la composition des classes. Le rapport du CNESCO montre aussi que les facteurs géographiques ne sont pas les plus importants. Il décompose la mixité en deux parties : l'une entre les établissements, l'autre intra établissement, approche précisée selon deux critères : la ségrégation sociale (aisés/populaires) et scolaire (bons élèves). Cette étude (2016) montre que la ségrégation sociale est redoublée par la ségrégation scolaire ; les élèves s'entourent des élèves de leur milieu social tout comme

ceux ayant les meilleurs résultats scolaires. La ségrégation entre les classes est aussi forte qu'entre établissements. La composition des classes joue alors un rôle aussi important que la ségrégation résidentielle. L'école ne fait pas qu'enregistrer les différences qu'il y a en dehors d'elle, elle contribue à les créer aussi... et parfois avec les meilleures intentions. La ségrégation qu'on refuse à l'extérieur est admise à l'intérieur. On affiche en fait une école pour tous en même temps qu'on admet des filières, des dispositifs qui dérogent à la mixité.

3 Conséquences de la non mixité. Ces récents constats confirment des études d'il y a vingt ans. Trois quart des collèges pratiquaient des classes de niveaux. Ces choix créaient davantage de différence de niveaux que ce que les collèges n'en héritaient par leur secteur d'affectation. Ces études avaient aussi étudié les progrès des élèves selon la composition des classes : hétérogènes, bons élèves ou élèves en difficulté. La pédagogie de niveau veut laisser croire que l'on peut avoir une pédagogie adaptée. Les recherches contestent cette hypothèse et montrent qu'en fait les résultats ne sont pas du tout les mêmes. La progression d'un élève est d'autant plus forte que le niveau moyen de la classe est fort et ce sont les élèves les plus faibles qui progressent le mieux dans les classes mixtes. Au contraire, les classes de niveau creusent les écarts. Pour les élèves qui ont les meilleurs résultats, leur progrès sont légèrement inférieurs dans les classes hétérogènes. Au final, les élèves inférieurs au niveau de leur classe gagnent beaucoup plus à être dans des classes hétérogènes que ne perdent ceux qui sont au-dessus du niveau moyen de leur condisciple à être dans les classes hétérogènes plutôt que dans des classes fortes. Donc, du point de vue social, il n'y a pas intérêt à faire des classes de

« La progression d'un élève est d'autant plus forte que le niveau moyen de la classe est fort et ce sont les élèves les plus faibles qui progressent le mieux dans les classes mixtes. »



niveaux mais plutôt intérêt à des classes hétérogènes. Comment s'explique ces effets de progression? Le premier mécanisme est un effet d'étiquetage. Les élèves faibles rassemblés dans une même classe, ne pensent pas avoir les mêmes capacités que les autres; se voyant marginalisés, ils s'autolimitent, trouvent ailleurs d'autres intérêts voire sont conduits à la déviance. Le second est à voir du côté des enseignants. Selon le public, on n'enseigne pas de la même manière. Face aux classes faibles, beaucoup d'enseignants revoient à la baisse leurs exigences, ne traitent qu'une partie du programme, attendent moins de travail de la part des élèves. Dans les bonnes classes on a plus tendance à fournir des contenus plus abstraits, à avoir des démonstrations plus complètes, à mieux insister sur les points essentiels. Il y a certainement à repenser les regroupements de classes selon de nouveaux critères.

4 Réinterroger les trois voies du lycée¹. Si on veut 50% au niveau de la licence, les trois voies actuelles (général, technique, professionnel) n'y aident pas. La création des bacs de technicien en 65, puis les bacs professionnels, ont permis de doubler le taux d'accès au bac, en 65 puis en 85/95. Cependant ces voies n'ont pas fait bouger les inégalités sociales d'accès au bac car les nouveaux publics ont été massivement orientés vers les nouveaux bacs. Dans les années 60, les bacs de technicien ont été pensés par les pouvoirs publics pour « désencombrer l'enseignement secondaire classique, pour s'opposer aux ambitions abusives des parents de ceux dont ils jugeaient qu'ils n'avaient rien à faire dans l'enseignement supérieur ». La voie technologique avait le projet de dériver la partie des élèves des couches populaires qui voulaient prolonger leurs études à l'université. Le bac professionnel a été créé comme un moyen de lutte contre le chômage des jeunes par rétention dans l'enseignement tout en améliorant la qualification scolaire des futurs employés et ouvriers en leur faisant miroiter des positions de techniciens. Les trois voies ont eu une fonction de démocratisation scolaire mais font aujourd'hui obstacle à sa relance. La composition des classes de terminales montrent bien cette stratification sociale. Il n'y a, délibérément,

ni mixité sociale, ni mixité scolaire. La réforme de la voie professionnelle actuelle confirme ces analyses.

Ensuite, il y a des inégalités d'acquis entre ces trois bacs; En regardant le parcours des bacheliers 2008 dans le supérieur, 80% ont obtenu un diplôme (ce qui relativise le constat d'échec pour avancer la réforme parcoursup) mais les sortants sans diplôme sont deux fois plus fréquents parmi les bacs techno (28%) que les généraux (15%); les bac pro vont échouer une fois sur deux.. Ces trois voies sont donc un obstacle à une augmentation réussie des diplômés du supérieur sachant, cependant, que l'université accueille le plus grand flux d'élèves issus des classes populaires; un étudiant issu de milieu populaire sur 2 ne décrochera pas une licence alors que les ¾ de ceux des milieux favorisés l'obtiendront. Pourquoi? Parce que les jeunes des trois voies n'arrivent pas du tout avec le même bagage. Les difficultés naissent de ces trois voies du lycée mais aussi bien en amont. C'est la réussite en fin de primaire qui est le facteur le plus important de la réussite scolaire, davantage que l'origine sociale, le sexe ou lieu de résidence.

Pour penser la réforme de ces trois voies partons de ce que veulent les familles. En sixième, 91% des parents veulent que leurs enfants poursuivent leurs études jusqu'à 18 ans au moins et près de quatre fois sur dix ils ne savent pas quel bac choisir, mais quand ils précisent un souhait, c'est le bac général. En fin de collège; entre douze et quinze de moyenne, 9 parents sur dix veulent la seconde indifférenciée (classes populaires ou cadres); entre 8 et 10 de moyenne, les ouvriers (2 sur 3) et les employés (6 sur 10) renoncent à cette seconde; les cadres, 2 sur 3 souhaitent une seconde générale.

Au final, les trois voies ne correspondent pas au souhait des familles, sinon contraintes. Il faut améliorer les résultats de tous les élèves depuis le primaire, réduire donc les écarts entre eux et surtout entre ce qu'ils savent et devraient savoir, à ces conditions les trois voies ne s'imposent pas. ♦ [Compte-rendu par J. Lafontan](#)

1. Pour plus de développement se reporter à <http://democratisation-scolaire.fr/spip.php?article263>